

Communiqué

Pour diffusion immédiate

Échangeur Turcot, les bonnes intentions ne suffisent pas : trois milliards de dollars et aucune amélioration significative pour le Sud-Ouest.

Montréal, le 19 janvier 2011 - Après avoir fait une analyse minutieuse de la nouvelle version du projet de reconstruction de l'échangeur Turcot, le RESO reconnaît les bonnes intentions du gouvernement du Québec et les efforts déployés par le MTQ pour améliorer son projet initial et le rendre plus acceptable mais, face aux recommandations du BAPE et aux attentes de la communauté du Sud-Ouest, et malgré un ajout de 1,5 G\$ au budget, il n'y a aucune amélioration significative pour le Sud-Ouest. « Nous voulons saluer le changement de ton et l'ouverture manifestés par le ministre Hammad qui ouvre la porte à une plus grande collaboration entre le MTQ et les milieux concernés pour la mise en œuvre du projet mais, malgré quelques améliorations mineures, force nous est de constater que le projet modifié du MTQ n'est pas dans l'intérêt de la communauté du Sud-Ouest. », a déclaré Gilles Paquette, président du conseil d'administration.

Le RESO reconnaît que la reconstruction de l'échangeur Turcot est un projet complexe et qu'il n'est pas facile pour le MTQ de concilier toutes les considérations techniques, sociales et économiques pour concevoir un projet enthousiasmant, voire acceptable, dans le contexte d'urgence auquel il doit faire face. Et nous reconnaissons que dans un tel contexte où tant de facteurs de risque se multiplient, il n'est pas évident d'innover et de changer aussi radicalement des façons de faire mieux connues et maîtrisées. « Le RESO partage les impératifs de sécurité publique, de fiabilité du réseau de transport et de capacité budgétaire du gouvernement » a ajouté M. Paquette. « Cependant, nous déplorons que le gouvernement ne saisisse pas l'opportunité de poser un geste audacieux et de marquer le coup en faveur d'une autre vision du transport métropolitain, davantage axée sur le transport collectif et sur une intégration urbaine plus harmonieuse et consensuelle.»

Une situation pire qu'avant?

Bon joueur, la communauté du Sud-Ouest reconnaît et accepte le fait que l'échangeur Turcot doit passer sur son territoire. En contrepartie, les gens du Sud-Ouest espéraient un projet qui se serait donné comme premier objectif de réduire les risques et les dangers qu'il leur fait subir depuis plus de 40 ans et qui contribuerait aux efforts de revitalisation amorcés depuis les 25 dernières années.

« Tout le monde est conscient qu'il y a urgence d'agir, mais nous sommes extrêmement choqués de constater que dans sa forme proposée, l'échangeur Turcot risque de générer des impacts encore plus dommageables que dans sa forme actuelle pour la population et pour le développement urbain et économique du Sud-Ouest. », soutient Pierre Morrissette, directeur général du RESO.

Sur le fond, la nouvelle version du projet Turcot ne répond à aucune des préoccupations ou des attentes exprimées par le RESO et par plus de 80% des individus et des organismes qui se sont exprimés devant le BAPE. Au contraire, le projet révisé propose plus de circulation automobile, donc potentiellement plus de dommage à la santé publique (selon le directeur de la santé publique de Montréal), plus d'emprises au sol et d'obstacles infranchissables pour les résidents (par exemple l'incroyable superposition de voies entre Saint Henri et le CUSM), plus

de contraintes à la fluidité du transport des marchandises, et à plus ou moins court terme, plus de congestion et de perte de temps autant pour les personnes que pour les entreprises.

Des milliards de dollars pour reproduire un modèle dépassé

Le RESO, à l'instar d'autres intervenants, s'interroge sur ce qui a fait passer le coût du projet de 1,5 G\$ à 3 G\$, sans une amélioration significative de son intégration dans le tissu urbain, économique et social du Sud-Ouest et de la Ville de Montréal. « Il est difficile de croire qu'avec une pareille somme, il ne soit pas possible de concevoir un ouvrage qui s'inscrive dans une vision d'avenir du transport métropolitain plutôt que de reproduire un modèle qui nous mène tout droit vers la catastrophe. », a conclu M. Morrissette.

Avec quelque 4 G\$ de dollars d'investissement en transport dans le secteur, incluant le projet de navette ferroviaire entre l'aéroport et le centre-ville avec un budget annoncé de quelque 1 G\$, n'y a-t-il pas moyen de se donner une vision mieux intégrée du déplacement des personnes et des marchandises? Peut-on espérer que ces importants investissements qui vont être déterminants pour le développement de tout un secteur de la métropole puissent faire l'objet de discussions à l'égard des préoccupations, des attentes et des objectifs de développement que s'est donnée la communauté du Sud-Ouest? Peut-on espérer que devant l'urgence incontestable de la situation, le gouvernement ne cède pas à la panique et fasse la différence entre les interventions vraiment urgentes et celles où des choix plus judicieux pourraient être priorisés?

C'est dans cet esprit que le RESO offre toute sa collaboration au MTQ et à la Ville de Montréal. Le RESO a accepté de participer au comité de vigilance mis sur pied par une dizaine d'organismes de la société civile regroupés autour du CRE-Montréal. La participation du RESO à ce comité n'est en aucun cas une caution au projet du MTQ. À travers notre participation au comité de vigilance, nous souhaitons collaborer aux échanges entre la société civile et les principaux intervenants publics dans ce dossier et offrir le cas échéant notre expertise sur les enjeux qui touchent plus directement notre territoire. Nous souhaitons également coordonner nos interventions avec l'Arrondissement du Sud-Ouest, qui aura à assumer une bonne part des conséquences négatives de ce méga chantier sur la qualité de vie des citoyens et sur sa capacité à maintenir des services de proximité de qualité à la population.

Le RESO est un organisme de développement économique et social local créé il y a 25 ans à l'initiative des acteurs socioéconomiques du Sud-Ouest afin de soutenir la revitalisation et le développement de son territoire. Il regroupe quelque 150 membres associatifs et corporatifs et 200 membres individuels. Son conseil d'administration est élu et représentatif des principaux acteurs socioéconomiques du Sud-Ouest (entreprises, syndicats, organismes communautaires, secteur culturel et institutions de la santé et de l'éducation.)

- 30 -

Renseignements : Lucie Dufour au 514 931-5737, poste 224
Pierre Morrissette au 514 931-5737, poste 229
Sophie Legault au 514 931-5737, poste 256